

ANTIC: AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE N° 11/AONO/ANTIC/DG/CIPM/2020 DU 05 JANVIER 2021 POUR L'ENTRETIEN GENERAL DES SERVICES A L'AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC), EXERCICE 2021.

[Télécharger le DAO](#)

1. Objet

Le Directeur Général de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC) lance un avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'entretien général des services de l'Agence, Exercice 2021.

2. Consistance des prestation

Les prestations objet du présent Appel d'Offres en trois (03) lots distincts consistent, conformément aux prescriptions des Termes de Références à :

- Lot n°1 : ligne : 614 200 : Entretien des installations électriques, des Groupes électrogènes, climatisation : Direction Générale et annexes (ARMP, CNCCE) ;
- Lot n° 2 : ligne : 614 400 : Entretien des Matériels

informatiques et de télécommunication : Direction Générale et annexes (ARMP, CNCCE) ;

– Lot n°3 : ligne : 614 000 : Entretien des bâtiments (Ménage) de la Direction Générale, ses annexes (ARMP et CNCCE), AREL, ARN, ARNO et ARSO.

3. Coût prévisionnel

Les coûts prévisionnels des différentes prestations sont repartis comme suit :

N° du lot	Ligne budgétaire	Coût prévisionnel F CFA TTC
Lot n°1	614 200	11 100 000
Lot n°2	614 400	26 000 000
Lot n°3	614 000	50 000 000

4. Délai de livraison

Les prestations objet du présent Appel d'Offres seront exécutées du 1er janvier au 31 décembre 2021, soit douze mois.

5. Allotissement

Les prestations sont subdivisées en trois (03) lots ci-après définis :

Lot n° 1 :- Entretien des installations électriques, des Groupes électrogènes, climatisation : Direction Générale et annexes (ARMP, CNCCE) ;

Lot n° 2 : – Entretien des Matériels informatiques et de télécommunication : Direction Générale et annexes (ARMP, CNCCE) ;

Lot n° 3 : – Entretien des bâtiments (Ménage) de la Direction Générale, ses annexes (ARMP et CNCCE), AREL, ARN, ARNO et ARSO.

Chaque soumissionnaire n'est adjudicataire que d'un seul lot.

6. Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte aux entreprises et société de droit camerounais justifiant d'une expertise avérée dans le domaine de l'entretien des bâtiments administratifs.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le budget de l'ANTIC, exercice 2021.

8. Acquisition du dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré aux heures ouvrables (7h30 à 15h30), à la Direction Générale de l'ANTIC (Direction des Affaires Générales), sise à Ekoudou Bastos, Yaoundé face Haut-commissariat du Canada, BP : 6170, tél : 694.40.58.68, dès publication du présent avis, sur présentation du reçu de versement de la BICEC « Compte Spécial : CAS-ARMP » d'une somme non remboursable de 50 000 (cinquante mille) francs CFA représentant les frais d'acquisition du dossier.

9. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut-commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 6 94 40 58 68, au plus tard le 29 janvier 2021 à 13 heures et devra porter la mention :

**AVIS APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°11 /AONO/
ANTIC/CIPM/2020 DU 05JANVIER 2021 POUR L'ENTRETIEN GENERAL DES
SERVICES DE L'AGENCE NATIONALE DES TECHNOLOGIES DE
L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (ANTIC) EN TROIS (03)
LOTS DISTINCTS.**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

10. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par un établissement bancaire de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréé par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 10 du DAO d'un montant de.

N° du lot	Ligne budgétaire	Montant des cautions de soumission en F CFA TTC
Lot n°1	614 200	222 000
Lot n°2	614 400	520 000
Lot n°3	614 000	1 000 000

Cette caution est valable pendant cent-vingt (120) jours à compter de la date limite fixée pour le dépôt des Offres.

11. Recevabilité des offres

Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

Sous peine de rejet, les autres pièces du dossier administratif requises doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréé par le Ministère chargé des Finances.

Le présent Dossier d'Appel d'Offres sera publié au journal des marchés publics de l'ARMP.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des offres sera effectuée en un seul temps.

L'ouverture des dossiers administratifs, des offres techniques et des offres financières sera effectuée dans la salle de conférences du Centre National de Cryptographie et de Certification Electronique (CNCCE) sise au lieu-dit Poste Centrale au plus tard le 29 janvier 2021 à 14 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès de l'ANTIC siégeant en présence des Soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

13. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires pour l'ensemble des lots.

- 1) Non régularisation d'une pièce administrative 48h après l'ouverture des plis accordés par la Commission Interne de Passation des Marchés l'hors de la séance d'ouverture des plis.
 - 2) Absence d'une caution de soumission délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréées par le Ministère des Finances ;
 - 3) Fausse déclaration, substitution ou falsification des pièces administratives ;
 - 4) Omission d'un prix unitaire quantifié de l'Offre financière ;
 - 5) Note technique inférieure à 70 % pour les critères essentiels ;
 - 6) Absence d'un électrotechnicien (niveau Baccalauréat + 2 au moins), lot N°1 ;
 - 7) Absence d'un technicien en maintenance informatique (niveau Baccalauréat + 2 au moins), lot N°2 ;
 - 8) Absence d'un coordonnateur des activités de ménage (niveau Probatoire au moins), lot N°3
- N.B : joindre les curricula vitae (CV) et copies certifiées conformes du diplôme.

Critères essentiels

L'évaluation technique des offres se fera suivant la grille

ci-dessous :

<i>N°</i>	<i>Critères</i>	<i>Notation</i>
1	Présentation de l'offre	Oui/non
2	Références générales de l'entreprise	Oui/non
3	Moyens logistiques	Oui/non
4	surface financière	Oui/non
5	Personnel clé	Oui/non
6	Méthodologie, Organisation et respect des normes HQSE	Oui/non
<i>TOTAL</i>		

NB : les critères ci-dessus sont éclatés en sous-critères dont le détail est donné dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

14. Attribution

Le Directeur Général de l'ANTIC, Autorité Contractante attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre, qualifiée techniquement, aura été évaluée la moins-disante après vérifications de ses prix et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

NB : Un soumissionnaire n'est attributaire que d'un seul lot.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut 'Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 694 40 58 68.

Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques
Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au 222 203 732/222 203 730/658 262 682.

YAOUNDE le 05 Janvier 2021
Le DIRECTEUR GÉNÉRAL
EBOT EBOT ENOW

[Télécharger le DAO](#)

CAMWATER: AVIS D'APPEL D'OFFRES APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N°00001/AOIO/CAMWATER/DG/CIPM /2021 DU 04/01/2021 POUR LE RECRUTEMENT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET D'UN SUPPLEANT A LA CAMWATER

[Télécharger le DAO](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la CAMWATER lance un appel d'offres International ouvert en vue du recrutement d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un suppléant.

2. Consistance des prestations

Conformément aux dispositions de l'acte uniforme OHADA, le cabinet retenu aura pour mission principale :

- l'évaluation du dispositif de contrôle interne ;
- la revue des comptes intermédiaires ;
- la revue des comptes annuels ;
- l'assistance aux inventaires physiques de la CAMWATER :
 - Inventaire physique annuel des biens propre ;
 - Inventaire physique annuel des stocks.
- Les vérifications prévues par les statuts et ou les textes organiques de la CAMWATER ;
- la participation aux Assemblées Générales qui approuvent les comptes, aux Conseils d'Administration qui les arrêtent.

3. Coût prévisionnel

Le Coût prévisionnel de la prestation est de 300 000 000 (trois cent millions) FCFA TTC pour la tranche ferme.

4. Délai de livraison

La prestation sur base contractuelle sera répartie comme suit :

a) Une tranche ferme les trois premiers exercices (2020-2021-2022), et une tranche conditionnelle pour les trois derniers exercices (2023-2024-2025) expliquée au point b) ci-dessous ;

b) Le contrat ne pourra être reconduit pour les trois derniers exercices (2023-2024-2025) qu'à condition que l'évaluation des prestations des trois premiers exercices (2020-2021-2022) soit satisfaisante. En cas d'insatisfaction, la Camwater se réserve la légitimité de réattribuer le marché pour les trois derniers exercices (2023-2024-2025) suivant les procédures internes d'attribution des marchés en vigueur

5. Allotissement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont réalisées en un lot unique.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux cabinets d'expertise comptable agréés CEMAC et régulièrement inscrits au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables (ONECCA) :

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées sur Fonds Propres de la CAMWATER. Exercice budgétaire 2020.

8. Consultation du dossier

Dès publication du présent avis le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Division des Affaires Juridiques et des Marchés porte A05 de l'immeuble siège de la CAMWATER, BP: 524 Douala Cameroun Tél: (237) 33 42 89 81 /233 42 82 54.

9. Acquisition du dossier

Dès publication du présent avis, le dossier peut être obtenu à la Division des Affaires Juridiques et des Marchés, porte A05 Tel 233 42 82 54 Fax 00237 233 43 72 70. contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de 100.000 (cent mille) francs CFA, payable à la BICEC au compte N° 06800.33598800001 clé 89 au profit de « Compte Spécial CAS-ARMP ».

NB : La quittance d'achat devra porter :

Motif : la référence de l'Appel d'offres « N°'.. /A0N0/CAMWATER/DG/CIPM/2020

Nom du remettant : le Nom exact de l'entreprise (ou l'un des membres du groupement

10. Remise des offres

Les offres seront rédigées en français ou en anglais. Elles devront être scellées sous trois enveloppes distinctes présentées comme suite :

- Enveloppe A 'Volume I : Dossier Administratif ;
- Enveloppe B 'Volume II : Proposition Technique ;

- Enveloppe C 'Volume III : Proposition Financière ;

Contenant chacune sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies, et devant porter la mention :

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT

N°0001/AOIO/CAMWATER/DG/CIPM/2021 DU 04/01/2021

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE ET
D'UN SUPPLEANT A LA CAMWATER**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Elles seront remises au Secrétariat de la Division des affaires juridiques et des Marchés (DAJM) Porte A05, situé de l'Immeuble Siège de la CAMWATER, BP 524 Koumassi Douala Cameroun, Tél. (237) 233 42 82 54, au plus tard le 04/02/2021 à 11 heures 00, heure locale.

11. Cautionnement provisoire

Sous peine de rejet, chaque Soumissionnaire doit joindre à son dossier administratif, une caution de soumission acquittée établie par un établissement Financier de premier ordre basée au Cameroun et agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans le présent DAO, d'un montant de 6 000 000 FCFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les autres pièces requises du dossier administratif doivent être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis

d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission acquittée, délivrée par un Etablissement financier de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps. L'ouverture des offres administratives et techniques, sera suivie dans un second temps de celle des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale requise.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le 04/02/2021 à 12 h00 précises heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) de la CAMWATER dans la salle de conférence de la Commission Interne de Passation des Marchés sis à l'immeuble siège à Koumassi-Douala.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dument mandatée.

L'ouverture des offres financières aura lieu au terme de l'analyse technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimale de 70/100 points.

14. Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Fausse(s) déclaration(s) ou pièce(s) falsifiée(s);

Présence d'informations financières dans l'offre administrative ou dans l'offre technique ;

Note technique inférieure à 70 points sur 100 ;

La non-exécution d'un marché antérieur.

14.2 Critères essentiels

L'évaluation technique se fera sur la base des critères ci-après :

N°	Critères	Note maximum
1	Qualifications et compétences du personnel clé	55
2	Compréhension de la mission et de la méthodologie	10
3	Références du cabinet	35
	TOTAL	100 Pts

La note technique minimale requise pour l'ouverture des propositions financières est de 70/100.

Méthode de sélection du Consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût.

A l'issue des évaluations technique et financière, il sera calculé une note générale (technico-financière) comme suit :

$$NG = 0.8 * NT + 0.2 * NF$$

Où :

NG : Note Générale

NT : Note Technique

NF : Note Financière

$$\text{Avec } NF = 100 * (MMd) / (M/S)$$

MMd : Montant évalué du moins disant

MS : Montant évalué du soumissionnaire.

15. Attribution

Au terme des différentes délibérations, le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire ayant présenté une offre conforme administrativement, techniquement et

financièrement, et évaluée la mieux-disante c'est-à-dire celle ayant obtenu la note globale la plus élevée.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 (quatre vingt dix) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Division des Affaires Juridiques et des Marchés, porte 304/ A05 de l'immeuble siège de la CAMWATER à Douala Koumassi, tel : 233 42 87 11/ 233 42 82 54. Email secretariadgcamwater@camwater.cm.

DOUALA le 04 Janvier 2021

Le DIRECTEUR GÉNÉRAL

BOLENGA GERVAIS

[Télécharger le DAO](#)

**GIC KOSSAM MBELDAM: AVIS DE
CONSULTATION POUR UNE DEMANDE
DE COTATION OUVERTE N°
01/DC0/KOSSAM
MBELDAM/CIPM/2021 du 06
janvier 2021 POUR TRAVAUX DE**

CONSTRUCTION D'UNE ETABLE DE 342 M2 AVEC SALLE DE TRAITE, BASSIN SEMI PERMEABLE, ET SYSTEME DE DRAINAGE DES DES EAUX PLUVIALE.

[Télécharger le DAO](#)

1. Objet

Le groupe d'initiative commune « kossam mbeldam » a obtenu du Projet de Développement de l'Elevage (PRODEL) une subvention pour le renforcement des opérations de production laitière, conservation et commercialisation du lait frais dans la localité de bwassalo (dibombari), département du moungo, région du littoral.

Il est prévu, dans le cadre de l'implémentation et de la gestion dudit Projet, de procéder aux travaux de construction d'une étable avec salle de traite, bassin semi perméable, drain de circulation & collecte des eaux pluviale. Ces travaux sont à exécuter à l'Unité de Production du GIC KOSSAM MBELDAM.

2. Délai de livraison

Les travaux objet de la présente Demande de Cotation sont prévus pour une durée de trois (03) mois après signature et notification d'attribution du Marché à l'attributaire.

3. Allotissement

Les travaux objet du présent appel à concurrence sont constitués d'un seul lot intitulé :

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE ETABLE DE 342 M2 AVEC SALLE DE TRAITE, BASSIN SEMI PERMEABLE, ET SYSTEME DE DRAINAGE DES DES EAUX PLUVIALE.

4. Participation et origine

La participation à cet appel à concurrence est ouverte à toute entreprise exerçants dans le domaine des batiments et pouvant répondre aux conditions de qualifications administrative, technique et financière telles que définies dans le dossier de Demande de Cotations.

5. Financement

Les travaux objet de la présente Demande de Cotation sont financées par une partie du montant de la subvention accordé par le PRODEL pour un coût prévisionnel Toutes Taxes comprises de quatorze millions deux cents quatre vingt mille (14 280 000) Francs CFA.

6. Remise des offres

Les offres redigées en Francais ou en Anglais puis relié en cinq (05) exemplaires chacune (un original et 4 copies) et marquées comme telles, devons parvenir au siège du GIC KOSSAM MBELDAM au plus tard le 27 Janvier 2021 à 12 heures précises (heure locale). Elles seront chiffrées Hors TVA et Toutes Taxes Comprises (TTC) et accompagnées du modèle de Lettre de marché signée, qui va constituer le contrat le liant à KOSSAM MBELDAM, à l'adresse ci-dessous et contenant la mention :

« DEMANDE DE COTATION N°01/DCO/ KOSSAM MBELDAM/CIPM/202 DU 06 janvier 2021 POUR TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE ETABLE DE 342 M2 AVEC SALLE DE TRAITE, BASSIN SEMI PERMEABLE, ET SYSTEME DE DRAINAGE DES DES EAUX PLUVIALE

A N'OUVRIER QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT DES OFFRES »

7. Cautionnement provisoire

Chaque offre d'une durée de validité de quatre vingt dix jours (90) sera accompagnée d'une caution de soumission de 280 000 FCFA délivrée par une Banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée à émettre des cautions dans le cadre de la commande publique et avec une validité de 120 jours.

NB : L'absence de la caution de soumission a l'ouverture entraine l'élimination de l'offre.

8. Ouverture des plis

L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse sous-indiquée, le 27 Janvier 2021 à 13 heures précises, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dument mandatés s'ils le souhaitent, dans la salle des réunions du GIC.

9. Critères d'évaluation

Critères essentiels :

- Présentation de l'offre ;
- Qualité du personnel ;
- Matériel de chantier ;
- Méthodologie d'exécution.

Critères éliminatoires :

- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier ;
- Absence de l'attestation de visite de site ;
- Pièces falsifiées ou fausse déclaration ;
- Omission d'un prix unitaire quantifié ;
- Modification des quantités du cadre du devis ;
- L'absence de références d'un ou de plusieurs marchés dans le domaine, totalisant au moins cinquante millions de FCFA ;
- Insuffisance de la note technique requise (nombre oui inférieur à 20 sur 25) ;

10. Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire techniquement qualifié et présentant l'offre financière évaluée la moins disante.

11. Renseignements complémentaires

Le dossier et autres renseignements complémentaire peuvent

etre obtenu a l'adresse suivante :

Siège GIC KOSSAM MBELDAM sis à BODJONGO à coté du Lycée

BP: DOUALA Tél: +237 699 53 29 77/ 656 980 560/654 249 054

DIBOMBARI le 05 Janvier 2021

Le PRÉSIDENT

MOHAMADOU MOUHTARI

[Télécharger le DAO](#)

CAMWATER: AVIS DE CONSULTATION NATIONALE POUR UNE DEMANDE DE COTATION OUVERTE

**N°001/DCO/CAMWATER/DG/DAJM/CI
PM/2020 DU 04/01/2021 POUR LA
REALISATION DES TRAVAUX
D'AMENAGEMENT ET PROLONGEMENT
DE LA DIGUE DE LA STATION DE
PRODUCTION DE BANGANGTE.**

[Télécharger le DAO](#)

1. Objet

Le Directeur Général de la CAMEROON WATER UTILITIES CORPORATION (CAMWATER), lance une Demande de Cotation Ouverte pour la réalisation des travaux d'aménagement et prolongement de la digue de la station de production de Bangangté.

2. Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel à l'issue des études préalables est estimé à 25 894 925 FCFA HTVA (vingt cinq millions huit cent quatre vingt quatorze mille neuf cent vingt cinq francs CFA Hors TVA) soit, 30 879 698 F CFA TTC (trente millions huit cent soixante dix neuf mille six cent quatre vingt dix huit Francs CFA Toutes Taxes Comprises).

3. Délai de livraison

Le délai maximum de livraison est de deux (02) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

4. Participation et origine

La participation à cette consultation est ouverte aux Entreprises de droit camerounais spécialisées dans les travaux de Génie Civil (construction des ouvrages d'art).

5. Financement

La présente Demande de Cotation est financée par le budget d'investissement de la CAMWATER, Exercice 2020 et suivant.

6. Consultation du dossier

La Demande de Cotation peut être consultée à la Division des Affaires Juridiques et des Marchés(DAJM), porte A05 de l'immeuble siège de la CAMWATER BP : 524 Douala Cameroun Tél : (237) 33 42 89 81 /33 42 82 54.

7. Acquisition du dossier

Le dossier de consultation peut être retiré auprès de la Division des Affaires Juridiques et des Marchés(DAJM) de la CAMWATER porte A05 contre présentation d'une quittance de versement de la somme non remboursable de 25000 (vingt cinq mille)Francs CFA payable à la BICEC au compte N°

06800.33598800001 clé 89 au profit de « Compte Spécial CAS-ARMP NB : La quittance d'achat devra porter la référence de l'Appel d'offres.

8. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marquées comme tels et conformément aux prescriptions de la Demande de Cotation, devra parvenir par envoi recommandé avec accusé de réception à l'adresse susmentionnée, ou y être déposée contre récépissé, au plus tard 26/01/2021 à 11 heures 00, heure locale et devra porter impérativement la seule et unique mention suivante :

DEMANDE DE COTATION OUVERTE

N°001/DCO/CAMWATER/DG/Dajm/CiPM/2020

DU 04/01/2021 POUR la réalisation des TRAVAUX d'AMENAGEMENT ET PROLONGEMENT DE LA DIGUE DE LA STATION DE PRODUCTION DE BANGANGTE.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

9. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission acquittée, délivrée par un Etablissement bancaire de premier ordre agréé par le Ministère des Finances et d'un montant de 600 000 (six cent mille) francs CFA et d'une durée de validité de Cent Vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture des offres.

10. Recevabilité des offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question. Toutefois, l'absence de la caution de soumission acquittée délivrée par un établissement financier de premier ordre installé au Cameroun et agréé par le Ministère chargé des Finances, à l'ouverture entraîne le rejet de l'offre.

11. Ouverture des plis

Les offres seront ouvertes en un seul temps le 26/01/2020 à partir de 12 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés de la CAMWATER dans la salle de conférence de la Commission interne de passation des Marchés.

Les offres devront être chiffrées Hors Taxes sur la Valeur Ajoutée (HTVA) et Toutes Taxes Comprises (TTC) et accompagnées du modèle de soumission signé, timbré et daté.

12. Renseignements complémentaires

Toute demande de renseignements concernant la présente Demande de Cotation peut être adressée à la DAJM/CIPM de la CAMWATER au plus tard Sept (7) jours avant la date limite de dépôt des offres à la porte 304 ou NB02 ou 101 de l'immeuble siège de la CAMWATER BP : 524 Douala Cameroun, Tél. (237) 33 42 89 81/ 33 42 82 54.

DOUALA le 04 Janvier 2021
Le DIRECTEUR GÉNÉRAL
BOLENGA GERVAIS

[Télécharger le DAO](#)

**MINDUH: DEMANDE DE COTATIONS
N°006/DC/MINH DU/PDVIR/CSPM/20
20 POUR LA FOURNITURE DE**

MOBILIER DE BUREAU AU PROFIT DES UTL DANS LE CADRE DU PDVIR

[Télécharger le DAO](#)

1. Objet

Le Gouvernement de République du Cameroun a reçu un fonds de l'Association Internationale pour le Développement afin de financer le Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR), et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer les paiements au titre la fourniture du mobilier de bureau pour les Unités Techniques de Liaison (UTL), objet de la Demande de Cotations qui est publiée.

2. Consistance des prestations

Il est prévu dans le cadre de l'exécution dudit projet de solliciter les prestations de services portant sur la fourniture du mobilier de bureau pour les Unités Techniques de Liaison (UTL).

3. Délai de livraison

Les prestations à fournir dans le cadre de la présente Demande de Cotations seront livrés dans un délai maximum de vingt un (21) jours, après la date de notification d'attribution selon les sites ci-après :

LOT	ULT	LIEU DE LIVREASON
Lot 1	Yaoundé	Yaoundé
	Douala	Douala
Lot 2	Ngaoundéré	Ngaoundéré
	Batouri	Batouri
Lot 3	Maroua	Maroua
	Kousseri	Kousseri

4. Financement

Le financement relatif à ce Marché est assuré par le Crédit IDA Crédit : 6132-CM de l'Association Internationale de Développement (IDA).

5. Remise des offres

Les offres produites en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marquées comme tels seront chiffrées Hors TVA et Toutes Taxes Comprises(TTC) et accompagnées du modèle de lettre de marché signé, qui constituera le contrat au cas où votre offre serait retenue.

A cet effet, vous trouverez ci-joint, le bordereau descriptif quantitatif pour la fourniture dudit mobilier de bureau que je vous demanderais de bien vouloir chiffrer et me retourner au plus tard le 21 janvier 2021 à 13 heures sous enveloppe cachetée adressée au Coordonnateur du Projet de Développement des Villes Inclusives et Résilientes (PDVIR), SIS 4ème étage Sise Immeuble CD2, derrière la DGSN à Yaoundé, B.P. 615, Yaoundé Cameroun, Tél : (237) 242 02 97 34 / (237) 222 23 93 69 ? E-mail : minduh_pdue@yahoo.fr , avec copie à polessono@yahoo.fr; apangb@yahoo.fr et devra porter la mention :

«Demande de Cotations N°006/DC/MINH DU/PDVIR/CSPM/2020 du 29 décembre 2020 pour la fourniture du mobilier de bureau au profit des Unités Techniques de Liaison (UTL) dans le cadre du PDVIR « A N'OUVRIR QU'EN SALLE DE DEPOUILLEMENT DES OFFRES »

6. Cautionnement provisoire

Les offres non conformes aux prescriptions de la présente Demande de Cotations seront rejetées.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de ma parfaite considération.

7. Ouverture des plis

Les plis seront ouverts le 21 janvier 2021 dans la Salle des conférences de l'Unité Nationale de dans la Cellule de

Coordination du Projet de Développement des Villes Inclusives, 4ème étage Sise Immeuble CD2, derrière la DGSN à Yaoundé, B.P. 615, Yaoundé Cameroun, Tél : (237) 242 02 97 34 / (237) 222 23 93 69, E-mail : minduh_pdue@yahoo.fr , avec copie polessono@yahoo.fr; apangb@yahoo.fr, à 14 heures précises, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés qui souhaitent être présents à l'ouverture.

8. Attribution

L'Acheteur attribuera le marché au soumissionnaire, dont il aura déterminé que l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier de Demande de Cotations, et qu'elle est la cotation la moins disante, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante selon les conditions suivantes : Le soumissionnaire doit prouver, documentation à l'appui, qu'il satisfait aux exigences d'expérience ci-après :

' une liste des marchés analogues (au moins deux (02) marchés similaires d'un montant minimum de 5 000 000 FCFA TTC (chacun) réalisés par le soumissionnaire en tant que fournisseur principal au cours des cinq (05) dernières années (2015-2020), doit être fournie avec les montants en monnaie librement convertible (HT & TTC) et les noms des Administrations acheteuses.

N.B : joindre les copies des contrats (1ère page et page de signature et enregistrée) et des procès-verbaux de réception y relatifs.

9. Renseignements complémentaires

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier une Demande de Cotation complète en Français (version papier ou PDF) en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous dans la Cellule de Coordination du Projet de Développement des Villes Inclusives, 4ème étage Sise Immeuble CD2, derrière la DGSN à Yaoundé, B.P. 615, Yaoundé Cameroun, Tél : (237) 242 02 97 34 / (237) 222 23 93 69, E-mail : minduh_pdue@yahoo.fr , avec copie polessono@yahoo.fr;

YAOUNDE le 28 Décembre 2020
Le MINISTRE
COURTES NEE KETCHA CÉLESTINE

[Télécharger le DAO](#)

MINSANTE: AVIS D'APPEL A CANDIDATURES N° 001290/AAC/MINSANTE/CAB/UCS- FMP du 29 DEC 2020 POUR LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DANS LES PROGRAMMES DE LUTTE CONTRE LE SIDA, LA TUBERCULOSE ET LE PALUDISME.

1. Contexte

Dans le cadre de la mise en 'uvre des plans d'actions (2021-2023) de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme au Cameroun, le Comité National de Lutte contre le SIDA (CNLS), le Programme National de Lutte contre la Tuberculose (PNLT) et le Programme National de Lutte contre la Paludisme (PNLP) souhaitent renforcer les capacités en ressources humaines des Groupes Techniques Centraux (GTC) et des Groupes Techniques Régionaux (GTR).

Les besoins en personnels complémentaires sont présentés dans

le tableau ci-après :

Poste	Nombre	Types de contrats
Chef d'unité Achats	01	Contrats (de travail) à Durée Déterminée (CDD) de 23 mois éventuellement renouvelables sur 12 mois
Secrétaire GTC	03	
Secrétaire GTR	01	
Chef d'Unité Communication institutionnelle	01	
Employés de bureau	10	
Informaticien en charge de la maintenance et des TIC	01	Contrat prestations de services de 23 mois renouvelables sur 12 mois
Médecin référent TBMR	01	
Accompagnateurs Psychosociaux (APS)	12	
Field Coordinators	10	

2. Consistance des prestations

DESCRIPTION DES POSTES

A- CHEF D'UNITE ACHATS

Responsabilités

Placé sous l'autorité du Chef de Section Gestion Administrative et Financière, le Chef d'Unité Achats est chargé d'assurer le suivi des dossiers de passation des marchés sur Bon de Commande au GTC/CNLS, notamment :

- l'élaboration et la mise à jour régulière du Plan d'achats sur bon de commande ;
- l'élaboration et la tenue à jour du tableau de suivi de

- l'exécution des achats sur bon de commande ;
- la préparation des demandes de cotation à adresser aux fournisseurs ;
- la négociation des délais de livraison avec les fournisseurs ;
- la tenue des registres retraçant tous les mouvements des dossiers relatifs aux acquisitions sur bon de commande ;
- le suivi du contentieux relatif à l'exécution acquisitions sur bon de commande ;
- le secrétariat des séances de la commission interne d'achat du GTC/CNLS;
- le contrôle en premier ressort de la conformité et de l'exhaustivité des liasses de paiements soumis par les fournisseurs ;
- la préparation des bons de commande et des contrats avec les fournisseurs ;
- la tenue à jour du tableau de suivi du paiement des différents achats sur bon de commande
- la tenue à jour du bordereau des prix unitaires les plus usuels ;
- l'archivage de toute la documentation relative aux acquisitions sur bon de commande;

Profil souhaité :

- être de nationalité Camerounaise ;
- avoir un diplôme universitaire (minimum Bac+3) dans l'une des disciplines suivantes : sciences de gestion, droit, économie, gestion de projet, finances publiques ;
- avoir un minimum de deux années d'expérience professionnelle dans le domaine des audits ou de la gestion administrative, financière ou comptable ;
- justifier d'une bonne connaissance de la réglementation nationale en matière de passation des Marchés publics ;
- être organisé, méthodique et avoir de bonnes aptitudes à travailler en équipe et sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance du français ou de l'anglais

- ;
- Avoir une parfaite maîtrise des logiciels de traitements de texte (WORD) et du tableur (EXCEL) ;
- Jouir d'une bonne moralité, être intègre et loyal.

B- CHEF D'UNITE COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE

Responsabilités

Placé sous la responsabilité du Chef de Section Communication, le Chef d'Unité Communication Institutionnelle participe à la définition de la stratégie globale du Comité National de Lutte contre le Sida en matière de communication institutionnelle et met en 'uvre des actions de communication vers les différents publics-cibles concernés. Il est chargé notamment de :

- L'entretien et le développement des réseaux de relations externes (partenariat en matière de communication avec les secteurs public, privé, associatif') ;
- La promotion de l'image, l'identité et la notoriété du CNLS en tant que structure de coordination de la communication sur le Sida au Cameroun ;
- La contribution à la conception, la rédaction et la mise à jour des supports de communication du CNLS (plaquette institutionnelle, spots radio et télé, site internet, rapports d'activités, réseaux sociaux, etc.) ainsi que des communiqués et dossiers de presse à transmettre aux journalistes et partenaires externes ;
- le suivi et la documentation des diffusions des émissions sur le Sida par les médias partenaires ;
- la veille de l'application de la charte graphique du CNLS, à la qualité et à la cohérence des formes et des contenus, la gestion de la communication événementielle où elle pilote l'organisation, la logistique, la coordination et le suivi budgétaire des événements internes et externes organisés ou co-organisés par le CNLS ;
- le conseil et l'appui les autres sections techniques du

CNLS dans leurs actions de communication, dans le strict respect de la charte graphique et de la politique de communication du CNLS ;

- L'interface entre le Secrétariat Permanent du CNLS et tout le personnel, il anime le groupe de travail baptisé « communication interne » composé de représentants des différentes sections du CNLS et pilote la mise en 'uvre des opérations de communication proposées et retenues par le Secrétariat Permanent ;
- L'évaluation de l'impact des actions de communication et la proposition des décisions pour améliorer leur pertinence ;
- L'établissement d'un répertoire des médias (audiovisuel et écrit) nationaux, régionaux et internationaux ainsi que des partenaires dans le domaine de la communication ;
- L'appui au développement des stratégies pour la visibilité du CNLS et la valorisation des activités ou des outils du programme à travers les médias ;
- le rôle de protocole du Secrétaire Permanent et de tout invité de marque du CNLS ;
- de l'exécution de toute autre tâche à elle confiée par la hiérarchie.

Profil

- être de nationalité Camerounaise ;
- Être titulaire d'un diplôme en communication organisationnelle (minimum Bac+3) ou d'un diplôme équivalent ;
- Avoir une expérience minimale de 03 ans dans les domaines de la communication ;
- Maîtriser l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, X Press, Internet etc.) ;
- Avoir de bonnes aptitudes en rédaction administrative et de reporting ;
- Savoir parler et écrire le français et l'anglais ;

- Des références d'élaboration des stratégies de communication institutionnelle ou des programmes constitue un atout ;
- Être une personne ouverte et doté d'habiletés pour nouer et développer des contacts ;
- Jouir d'une bonne moralité et d'une bonne intégrité professionnelle.

C- SECRETAIRES GROUPES TECHNIQUES CENTRAUX ET REGIONAUX

Responsabilité :

Les candidats retenus aux fonctions de secrétaire devront être capables de gérer :

- La communication avec les personnels, les usagers et partenaires du programme d'affectation ;
- La saisie et la présentation de documents à l'aide d'outils bureautiques (ordinateur, photocopieur, relieur, etc''') ;
- Le tri, le dépouillement et le classement de documents, la transmission du courrier (« arrivée » et « départ ») ;
- La gestion des rendez-vous, l'organisation des réunions et la tenue de l'agenda du coordonnateur ;
- La tenue d'un tableau de bord de suivi de dossiers et la gestion des déplacements du Coordonnateur
- Le secrétariat des différentes réunions diverses.

Profil souhaité :

Secrétaire Groupes Techniques Centraux	Secrétaire Groupes Techniques Régionaux
---	--

<ul style="list-style-type: none"> • Être de nationalité camerounaise ; • Être titulaire d'un BTS en secrétariat Bureautique ou diplômé de l'enseignement supérieur avec une formation complémentaire en bureautique ; • Avoir une expérience professionnelle d'au moins deux (02) ans dans un poste similaire ; • une expérience antérieure dans une structure privée de renom, dans le secteur parapublic ou dans les projets financés par les Bailleurs de fonds constituerait un atout ; • Maîtriser les logiciels Word, Excel, et des instruments de télécommunication (fax, photocopieur, Internet), etc. ; • Etre apte à travailler sous pression ; • Avoir une bonne capacité d'organisation des ateliers, séminaires et travail en équipe ; • Avoir une maîtrise parfaite du français ou de l'anglais. 	<ul style="list-style-type: none"> • Être de nationalité camerounaise ; • Être titulaire du Baccalauréat ou un diplôme équivalent et d'une formation complémentaire en Bureautique; • Avoir une expérience professionnelle d'au moins deux (02) ans dans un poste similaire ; • une expérience antérieure dans une structure privée de renom, dans le secteur parapublic ou dans les projets financés par les Bailleurs de fonds constituerait un atout ; • Maîtriser les logiciels Word, Excel, et des instruments de télécommunication (fax, photocopieur, Internet), etc. ; • Etre apte à travailler sous pression ; • Avoir une bonne capacité d'organisation des ateliers, séminaires et travail en équipe ; • Avoir une maîtrise parfaite du français ou de l'anglais.
---	--

D- EMPLOYES DE BUREAUX

Responsabilité :

Placé sous la responsabilité d'un chef d'unité, l'employé(e) de bureau aura pour mission d'exécuter toutes les tâches administratives d'appui et de contrôle à lui confiées par sa hiérarchie au sein de son unité d'affectation. De manière spécifique, les tâches dévolues à l'employeur de bureau sont les suivantes :

- Saisir, mettre à jour et présenter tout type de données ;
- Assurer le traitement du courrier administratif ;
- Rédiger sur consignes des écrits courants ;
- Orienter et renseigner le visiteur à l'accueil ;
- Emettre et recevoir les appels téléphoniques ;
- Enregistrer, diffuser et expédier le courrier ;
- Reproduire, diffuser, classer et archiver manuellement les documents ;
- Faire des reportings d'activités hebdomadaires à soumettre à la hiérarchie ;
- Suivre le fonctionnement des télécopieurs (papier, encre) ;
- Effectuer les travaux de reprographie, d'impression et numérisation des documents du Programme sur demande de la hiérarchie ;
- Appuyer l'organisation des ateliers (préparation du matériel, documentation, etc') ;
- Assurer toutes autres tâches confiées par la hiérarchie.

Profil souhaité :

- Être de nationalité camerounaise ;
- Être titulaire au minimum d'un diplôme du niveau secondaire (BEPC, CAP, GCE O/ Level) ;
- Justifier d'une expérience pertinente de travail d'au moins un an.
- Avoir une maîtrise de la langue française ou anglaise ;
- Être capable de travailler sous pression et dans une équipe multiculturelle ;
- Être organisé, intègre, loyal, courtois, réservé et

disponible.

E- CHEF UNITE TIC

Responsabilités :

Placé sous la responsabilité du Chef de Section Communication, le Chef d'Unité TIC participe à la définition de la stratégie globale de communication du Programme et s'assure de la maintenance matérielle et logicielle du parc informatique. Il est chargé notamment de :

- Participer à l'administration du Système d'information : Formalisation, consolidation et évolution de la cartographie générale du système d'information.
- Concevoir le schéma de système d'information du programme
- Définir la politique en matière de sécurité informatique
- Assurer le fonctionnement des logiciels et les bases de données acquis par le Programme ;
- Assurer le suivi de tous les équipements informatiques du Programme ;
- Former les personnels à l'utilisation correcte des outils et matériels informatiques ;
- Identifier tout dysfonctionnement éventuel dans le système et proposer des solutions adéquates ;
- Définir les caractéristiques et les spécificités de tout matériel informatique que le Programme compte acquérir ;
- Participer aux différentes Commissions de réception des équipements informatiques acquis par le Programme et signer le Procès-verbal de réception ;
- Assurer la maintenance des équipements et des réseaux ;
- Concevoir et mettre en œuvre le plan de communication du programme via les technologies de l'information et de la communication.

Profil souhaité :

Le chef unité TIC doit avoir le profil ci-après :

- Etre titulaire du diplôme d'ingénieur informaticien ou une licence en informatique ;
- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans la mise en place ou la gestion des réseaux informatiques ;
- Justifier des références en matière de mise en 'uvre des plans de communication via les TIC constitue un atout important ;
- Avoir une maîtrise des procédures de maintenance informatique ;
- Jouir d'une bonne moralité et d'une bonne intégrité professionnelle ;
- Etre capable de prendre des initiatives ;
- Avoir une bonne expression écrite et orale en français ou en anglais ;
- Avoir une excellente capacité d'analyse et de synthèse ;
- Avoir de bonnes dispositions pour le travail en équipe.

F- MEDECIN REFERENT Tuberculose Multi-Résistante (TBMR)

Responsabilités :

Placé sous l'autorité du Chef d'Unité en charge de la TB-MR et sous la supervision du Secrétaire Permanent, le Médecin référent et/ou Gestionnaire des données TBMR aura pour mission :

- D'organiser l'investigation systématique et exhaustive des contacts des patients TBMR sur l'étendue du territoire national avec l'instauration d'un système d'archivage des données ;
- Etablir de manière quotidienne la liste des cas RR diagnostiqués dans les différents laboratoires de référence tout en suivant leur initiation sur le traitement en fonction du centre de prise en charge;
- Initier et/ou faciliter l'initiation de la prise en charge en ambulatoire des patients TBMR cliniquement stable avec suivi régulier par un personnel médical à

domicile ;

- Superviser trimestriellement les centres de prise en charge de la TBMR avec suivi des indicateurs pour une bonne couverture thérapeutique ;
- Assurer la documentation des effets secondaires des malades TBMR à travers les différents sites de prise en charge ;
- Mettre un accent particulier dans le suivi des patients TBMR en prison ;
- Faciliter une décision thérapeutique dans les brefs délais pour les cas cliniques difficiles et ou les Pré-XDR/XDR avec conseil au près d'un consultant externe ;
- Vérifier la disponibilité des médicaments de seconde ligne.

Profil du poste :

Les candidats intéressés doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- Etre Médecin et/ou titulaire d'un Master 2 en Santé Publique;
- Avoir au moins de 50 ans à la date de recrutement;
- Avoir une expérience pertinente dans la production et la gestion des données statistiques;
- Avoir de bonnes aptitudes de communication avec les personnes ;
- Avoir de la rigueur dans le travail, le sens des responsabilités, de l'organisation dans le travail ;
- Avoir le sens de la discrétion et être capable de garder le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes dispositions pour le travail en équipe et sous pression ;
- Jouir de toutes ses facultés intellectuelles ;
- Savoir lire et écrire le français et/ou l'anglais.

G- ACCOMPAGNATEUR PSYCHOSOCIAUX

Responsabilités :

Placé sous l'autorité du Coordonnateur du GTR, l'APS aura pour mission :

- Assurer la liaison de tous les malades MDR diagnostiqués du laboratoire au site de prise en charge de la région concernée ;
- Education pour le counseling du malade sur l'adhérence thérapeutique, la durée du traitement et les effets secondaires;
- le suivi des malades en ambulatoire (contrôle des crachats, rendez-vous, notifications de effets secondaires) et les perdus de vues ;
- faire le suivi des sujets contacts aux malades MDR.

Profil du poste :

Les candidats intéressés doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- – Avoir au moins 21 ans et au plus 40 ans à la date de recrutement;
- – Etre personnel de santé et avoir une expérience dans la prise en charge psychosociale des malades est un atout ;
- – Une Expérience dans le domaine de la tuberculose constitue un atout ;
- – Avoir de bonnes aptitudes de communication ;
- – Avoir de la rigueur dans le travail, le sens des responsabilités, de l'organisation ;
- – Avoir le sens de la discrétion et être capable de garder le secret professionnel ;
- – Avoir de bonnes dispositions pour le travail en équipe et sous pression ;
- – Jouir de toutes ses facultés intellectuelles ;
- – Savoir lire et écrire le français et/ou l'anglais

H- FIELD CORDINATORS

Responsabilités :

Placé sous l'autorité du Coordonnateur du GTR, le FIELD CORDINATORS aura pour mission de:

- – Coordonner et gérer les activités de recherche intensive en collaboration avec l'équipe régionale, les points focaux ICF des FOSA et le personnel de santé ; résoudre les problèmes administratifs et de logistiques ;
- – Coordonner, superviser l'implémentation des activités de la composante TB/VIH et améliorer la recherche des cas de TB parmi les patients vivant avec le VIH dans sa zone d'intervention ;
- – Résoudre les problèmes d'implémentation rencontrés et proposer des solutions selon la spécificité de la région ;
- – Effectuer toutes les tâches administratives liées au bon déroulement des interventions ;
- – Assurer la documentation et l'archivage y compris les dossiers fiscaux et les fichiers nécessaires pour soutenir l'activité ICF et sauvegarder les fichiers numériques ;
- – Compiler et mettre à jour les données de l'activité ICF ;
- – Effectuer des descentes de terrain en vue de la collecte des données et la production des rapports d'activités mensuelles ;
- – Se rassurer de la disponibilité du matériel de travail avec les formations sanitaires et leur en fournir si nécessaire ;
- – Veiller au bon fonctionnement du réseau de transport des échantillons mis en place dans sa région d'intervention ;
- – Veiller à ce que le rendu des résultats au niveau des formations sanitaires se fasse dans le respect des normes et des délais fixés ;
- – Briefer le personnel des formations sanitaires à chaque

supervision sur les différentes stratégies de la recherche intensive des cas ;

A- PROFIL

Les candidats intéressés doivent répondre aux conditions suivantes :

- · Avoir au minimum un bac+3 en sciences sociales ;
- · Avoir au moins 21 ans et au plus 45 ans à la date du recrutement ;
- · Avoir une expérience minimum de 2 ans dans les interventions de santé publique ;
- · Une expérience de travail dans les domaines de la tuberculose constitue un important atout ;
- · Avoir une bonne maîtrise des logiciels MS Office ;
- · Avoir le sens de la responsabilité, de l'organisation dans le travail ;
- · Etre capable de travailler dans un environnement multiculturel ;
- · Jouir d'une bonne moralité et d'une intégrité professionnelle ;

3. Remise des offres

Chaque dossier de candidature rédigé en français ou en anglais devra être déposé au plus tard le 26 janvier 2021 à 15 heures 30 minutes, heure locale,

- – Soit par scan envoyé par e-mail à l'adresse thkombol@yahoo.fr. pour cette dernière option, le candidat devra produire le dossier original correspondant aux scans précédemment envoyés par e-mail s'il est retenu.
- – Soit sous pli fermé non identifiable, en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies, au secrétariat de l'Unité de Coordination des Subventions du Fonds Mondial et des autres partenaires de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, sis après la Croix Rouge camerounaise à Yaoundé ;

- Le pli (enveloppe) devra porter la mention :

“Appel à Candidatures pour le recrutement de (poste à préciser par le candidat) dans les Programmes de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme.”

4. Critères d'évaluation

MODALITES DE SELECTION

Les principales modalités de sélection des candidat (e)s sont les suivantes :

- – Etude de dossier de candidatures ;
- – Entretien (en présentiel ou vidéo conférence) pour les candidats aux postes de Chef d'unité Achats, secrétaires, d'informaticien/TIC, Chef d'Unité Communication institutionnelle, Médecin référent TBMR, Accompagnateurs Psychosociaux (APS), Field Coordinators.

YAOUNDE le 29 Décembre 2020

Le COORDONNATEUR

KOMBO THOMAS

**MINEPAT: AVIS D'APPEL A
MANIFESTATION D'INTERET N°
02/AAMI/MINEPAT/SG/DGPAT/DATZ
F/CESA DU 28 DEC 2020 POUR LA
PRESELECTION DES BUREAUX**

D'ETUDES EN VUE DE LA CONCEPTION DU GUIDE D'ELABORATION D'UNE MONOGRAPHIE TERRITORIALE A L'ECHELLE REGIONALE

1. Contexte

Le Gouvernement a engagé le processus d'élaboration des principaux outils d'aménagement du territoire définis par la Loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire, parmi lesquels, les Schémas Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT).

Au sens de la loi susmentionnée, le SRADDT est le document régional d'aménagement et de développement durable du territoire. C'est un document de planification physique et spatiale régionale fixant les orientations fondamentales en matière d'implantation des équipements structurants, d'environnement et d'organisation de la territorialité du développement sur la base des options retenues dans le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire.

Le SRADDT fixe les orientations de développement physique, spatial et démographique à mettre en 'uvre par la Région, soit directement, soit par voie contractuelle avec l'Etat, d'autres Régions, les Communes, les entreprises privées ou publiques, les établissements publics ou toute autre personne morale de droit public ou privé.

Il est élaboré par la Région concernée dans le respect du principe de la participation, avec l'appui du Ministère en charge de l'Aménagement du territoire.

La démarche engagée par le Gouvernement pour l'élaboration en

cours des SRADDT, répond à l'urgence d'approfondir la compréhension des problématiques territoriales à l'échelle des Régions, afin d'identifier les cheminements possibles en vue d'améliorer les conditions de vie des populations par une orientation raisonnée et la plus optimale possible des infrastructures, des équipements, des activités et des établissements humains sur les territoires.

La mise en place effective prochaine des Conseils régionaux devrait permettre de valoriser davantage l'importance des SRADDT en cours d'élaboration, pour la conduite du développement à l'échelle régionale, en cohérence avec les orientations de l'échelle nationale.

L'évaluation de la mise en 'uvre de ces outils régionaux d'aménagement du territoire nécessitera la conjonction de plusieurs instruments parmi lesquels, la monographie territoriale à l'échelle de la Région.

Afin de mettre à la disposition des acteurs régionaux d'un cadre de référence devant servir à produire des documents rendant compte de la mise en 'uvre des SRADDT, le MINEPAT envisage de solliciter les services d'un bureau d'études en vue de la conception d'un Guide d'élaboration d'une monographie territoriale à l'échelle de la Région.

C'est dans ce cadre que le MINEPAT lance un Appel National à Manifestation d'Intérêt à l'intention des bureaux d'études intéressés dans les conditions définies dans les sections ci-après.

2. Objet

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt a pour objet, la présélection des bureaux d'études devant participer à l'Appel d'Offres National Restreint pour « la conception d'un Guide d'élaboration d'une monographie territoriale à l'échelle régionale ».

Les prestations de l'étude consistent notamment à :

- définir le contenu et la consistance des éléments constitutifs d'une monographie territoriale à l'échelle

- régionale ;
- produire le canevas-type d'une monographie territoriale à l'échelle régionale ;
- évaluer la durée et les compétences requises pour l'élaboration d'une monographie territoriale à l'échelle régionale
- proposer la périodicité requise pour l'élaboration d'une monographie territoriale à l'échelle régionale
- évaluer le coût approximatif de l'élaboration d'une monographie territoriale à l'échelle régionale

3. Participation et origine

Le présent Appel à Manifestation d'Intérêt est ouvert aux bureaux d'études installés au Cameroun. Ces bureaux d'études doivent justifier des compétences et expériences dans les domaines suivants :

- Aménagement du territoire ;
- Etudes économiques et stratégiques ;
- Renforcement des capacités ;
- Audits ;
- Gestion des risques.

4. Financement

Les prestations objet du présent Appel à Manifestation d'Intérêt, sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINEPAT, exercice 2021.

5. Remise des offres

Les dossiers de candidature rédigés en français ou en anglais, en six (06) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies marqués comme tels, doivent être remis sous pli fermé et scellé à l'adresse suivante :

« Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction Générale de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire et de la Mise en Valeur des Zones

Frontalières, Immeuble Rose – MINEPAT, à Yaoundé, 2ème étage, Porte n° 231 bis. 222 23 19 97, 222 22 55 04, au plus tard le 18 JAN 2021 à 11 heures précises, heure locale avec la mention :

« APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

N°02/AAMI/MINEPAT/SG/DGPAT/DATZF/CESA DU 28 DEC 2020 POUR LA PRESELECTION DES BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE LA CONCEPTION DU GUIDE D'ELABORATION D'UNE MONOGRAPHIE TERRITORIALE A L'ECHELLE REGIONALE.»

« A N'OUVRIER QU'EN SÉANCE DE DÉPOUILLEMENT ».

6. Critères d'évaluation

Après réception des offres, il sera procédé à leur évaluation au vu des critères suivants :

Critères éliminatoires :

Critères éliminatoires :

No.	Critères éliminatoires
1	Dossier administratif incomplet
2	Note technique inférieure à 70/100
3	Chiffre d'affaires moyen des trois dernières années inférieure à 100 000 000 FCFA

Tout candidat dont le dossier répond au moins à l'un des critères ci-dessus est éliminé.

Critères de qualification :

No.	Critères de qualification	Nombre de points
-----	---------------------------	------------------

No.	Critères de qualification	Nombre de points
1	L'expérience, la qualification et les références du Chef de mission	50
2	Domaines de compétence du bureau d'études	30
3	Les références du bureau d'études pour des prestations similaires réalisées au cours des dix (10) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires qu'elles soient achevées ou en cours)	20
TOTAL		100

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus pour répondre à l'Appel d'Offres International Restreint.

7. Renseignements complémentaires

Les informations complémentaires sur le présent Appel à Manifestation d'Intérêt peuvent être obtenues tous les jours et heures ouvrables au :

« Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction Générale de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Direction de l'Aménagement du Territoire et de la Mise en Valeur des Zones Frontalières, Immeuble Rose – MINEPAT, à Yaoundé, 2ème étage, Porte n° 231 bis. 222 23 19 97, 222 22 55 04.

YAOUNDE le 28 Décembre 2020

Le MINISTRE
ALAMINE OUSMANE MEY

MINTRANSPORT: AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°00010 /AONO/MINT/CIPM/2020 POUR LA FOURNITURE DES RADARS POUVANT ETRE EMBARQUES DANS LES VEHICULES AU MINISTERE DES TRANSPORTS

[Télécharger le DAO](#)

1. Objet

Dans le cadre du renforcement des équipements de surveillance routière, le Ministre des Transports lance un Appel d'Offres National Ouvert pour la fourniture des radars pouvant être embarqués dans les véhicules destinés aux campagnes de prévention routière et ayant pour mission de :

- réduire progressivement les excès de vitesse comme cause des accidents de la route;
- disposer des solutions capables d'exercer une forte capacité de dissuasion sur les conducteurs et renforcer le respect des vitesses réglementaires.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente consultation consistent en :

La fourniture de (trois 03) radars de contrôle de vitesse des véhicules de type mobile-mobile pouvant être embarqués dans les véhicules et destinés aux campagnes de prévention routière ;

La fourniture des accessoires d'installation dans les véhicules au Ministère des Transports ;

L'installation des radars fournis dans lesdits véhicules ;

la formation à l'utilisation et la maintenance des radars proposés.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de cent cinquante-cinq millions (155 000 000) francs CFA Toutes Taxes Comprises.

4. Délai de livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est fixé à six (06) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de livrer les fournitures.

5. Allotissement

Les prestations objet de cette consultation sont en un (01) lot unique.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à tous les opérateurs économiques nationaux justifiant des compétences avérées dans les domaines de la fourniture des équipements de type radar de la formation du personnel d'entreprises.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le Fonds Routier, Exercice 2020

8. Consultation du dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré aux heures ouvrables au Ministère des Transports, (au Service des Marchés porte C 120, Tél. 222 23 31 73,) dès publication du

présent avis.

9. Acquisition du dossier

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré aux heures ouvrables au service des Marchés porte (C 120) du Ministère des Transports, dès publication du présent avis, et sur présentation d'une quittance de versement au trésor public d'une somme non remboursable 100 000 (cent mille) Francs CFA.

10. Remise des offres

Chaque offre paraphée, rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (1) original et six (06) copies marquées comme telles, seront déposées au service des Marchés porte (C 120) du Ministère des Transports, au plus tard le 23/12/2020 à 13 heures et devront porter la mention :

« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

**N°0010/AONO/MINT/CIPM/2020 POUR LA FOURNITURE DES RADARS
POUVANT ETRE EMBARQUES DANS LES VEHICULES AU MINISTERE DES
TRANSPORTS**

A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

11. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque ou un organisme financier de 1er rang agréé par le Ministre des finances, d'un montant de trois millions cent mille (3 100 000) francs CFA valable pendant quatre-vingt-dix (90) jours au-delà de la date limite du dépôt des offres.

Sous peine de rejet, toutes les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Préfet ou Sous-préfet). Elles devront obligatoirement être datées de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent avis et du dossier d'appel d'offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque et organisme financier de 1er rang agréés par le Ministère des Finances et dont la liste figure à la pièce 12 du DAO ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

12. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un temps le 23/12/2020, à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère des Transports, siégeant en présence des Soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés, et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.

13. Critères d'évaluation

13-1 Principaux critères éliminatoires

Les offres ne satisfaisant pas aux critères ci-après seront automatiquement éliminées :

- absence ou non-conformité du dossier administratif après épuisement du moratoire de 48 heures;
- absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- Fausse déclaration ;
- Absence de l'engagement sur l'honneur de n'avoir jamais abandonné un marché public au cours des trois dernières années.
- Non présentation du certificat d'origine du matériel ;
- Non présentation des prospectus détaillant les caractéristiques du produit à fournir ;
- Absence d'un agrément ou d'une autorisation d'importation des appareils de type radar ;
- Absence de l'autorisation du fabricant ou de l'agrément de distributeur délivré par le fabriquant ;

- Non satisfaction à toutes les spécifications techniques majeures

13 -2 Principaux critères de qualification

La notation des critères essentiels ci-après se fera suivant le mode binaire en attribuant à chaque critère la valeur positive (oui) ou la valeur négative (non) :

N°	Critères essentiels	Notation
1	Présentation de l'offre : respect ordre, agencement des pièces et chaque offre séparée par des intercalaires de couleur	oui/non
2	Conformité des caractéristiques du radar proposé	oui/non
3	Conformité des accessoires d'installation du radar proposé et cohérence de la méthodologie d'installation dans les véhicules indiqués	Oui/non
4	Expériences et références du prestataire : avoir réalisé au moins trois(3) marchés de fournitures dans domaines.	oui/non
5	Des appareils de type radar donc au moins un marché de montant minimal de 100 000 000(cent millions) de Francs CFA TTC	

6	Service après-vente : (assurer la disponibilité des pièces de rechange et du personnel technique nécessaire pour l'installation et la maintenance)	oui/non
7	Délai de livraison inférieur ou égal à six (06) mois	oui/non
8	CCAP et CCTP paraphés à toutes les pages et signés à la dernière page assortie de la mention « lu et approuvé »	Oui/non

NB : seuls les soumissionnaires qui auront satisfait à au moins cinq sur sept (5sur 7) des critères essentiels seront jugés techniquement qualifiés et admis à l'analyse financière.

14. Attribution

Le Marché sera attribué au soumissionnaire dont l'offre administrative, technique et financière sera évaluée globalement la plus satisfaisante.

15. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur Offre pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

16. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique, peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère des Transports Service des Marchés du MINT, Porte C120, TEL : 222 22 31 73

Dénonciation

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un sms au MINMAP aux numéros suivant : 673 20 57 25/ 699 37 07

YAOUNDE le 08 Décembre 2020

Le MINISTRE

NGALLE BIBEHE Jean Ernest Massena

[Télécharger le DAO](#)

**MINADER: AVIS D'APPEL
D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN
PROCEDURE D'URGENCE
N°021/AONO/MINADER/CIPM/2020
DU 09 DECEMBRE 2020 RELATIF A
LA FOURNITURE D'UN (01)
VEHICULE DE TYPE PICK UP 4X4
DOUBLE CABINE AU MINISTERE DE
L'AGRICULTURE ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE
COMPTE DU PROJET**

D'INTEGRATION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION AGRICOLE ET RURALE DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES DU CAMEROUN (PIEFARES)

[Télécharger le DAO](#)

1. Objet

Le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, relatif à la fourniture d'un (01) véhicule pick-up 4x4 double cabine au MINADER pour le compte du Projet d'Intégration de l'Enseignement et de la Formation Agricole et Rurale dans les Etablissements Scolaires du Cameroun (PIEFARES).

2. Consistance des prestations

La prestation du présent Appel d'Offres comprend la fourniture d'un (01) véhicule pick-up 4x4 au MINADER.

3. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : 25 000 000 FCFA (vingt-cinq millions) de Francs CFA TTC,

4. Délai de livraison

3.1 Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison du véhicule objet du présent Appel d'Offres est de trente (30) jours.

3.2 La livraison se fera à la Sous-Direction du Parc Automobile de l'Etat ; précisément au Garage Administratif

Central de Yaoundé.

5. Allotissement

Cet Appel d'Offres National Ouvert est constitué d'un seul lot

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises agréées, de droit camerounais et justifiant de capacités techniques et financières pour la fourniture de véhicules.

7. Financement

La fourniture, objet du présent Appel d'Offres National Ouvert est financée par le budget du Projet d'Intégration de l'Enseignement et de la Formation Agricole et Rurale dans les Etablissements Scolaires du Cameroun (exercice 2020).

8. Consultation du dossier

Le Dossier peut être consulté aux heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés, Téléphone : 222 22 16 24, 3e chalet), dès publication du présent avis.

9. Acquisition du dossier

Le Dossier peut être obtenu au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction des Ressources Financières et du Patrimoine/Service des Marchés, Téléphone : 222 22 16 24, 3e chalet) dès publication du présent avis contre versement d'une somme non remboursable de soixante-quinze mille (75 000)francs CFA payable au Poste Comptable du Trésor territorialement compétent.

10. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en anglais ou en français, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme telles, devra parvenir au Service des Marchés du MINADER Téléphone : 222 22 16 24, 3e chalet au plus tard le 29 DECEMBRE 2020 à 14 heures, et devra porter la mention :

**APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°021/AONO/MINADER/CIPM/2020 DU 09 DECEMBRE 2020 RELATIF A LA
FOURNITURE D'UN VEHICULE PICK-UP 4x4 DOUBLE CABINE AU
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL POUR LE
COMPTE DU PROJET D'INTEGRATION DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA
FORMATION AGRICOLE ET RURALE DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES
DU CAMEROUN.**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

11. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO d'un montant de : cinq cent mille (500 000) de Francs CFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres.

12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou une autorité administrative (Gouverneur, Préfet, Sous-préfet,'), conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en un temps.

L'ouverture des pièces Administratives et des offres techniques et financières aura lieu le 29 DECEMBRE 2020 à 15 heures par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural dans la salle de conférences de la DESA.

NB Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée,

14. Critères d'évaluation

Critères éliminatoires

- Absence de cautionnement de soumission;
- Non production au-delà de 48 heures après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif la formule habituelle
- Prospectus originaux doivent être versés dans les copies
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence des prospectus détaillés originaux avec photos en couleurs, accompagnés des fiches techniques du fabricant décrivant la fourniture proposée ;
- Absence de l'autorisation du fabricant et ou du distributeur agréé ;
- Absence du certificat de garantie;
- Absence d'une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon d'un marché au cours des trois (03) dernières années;
- Non-satisfaction d'au moins 80% des critères essentiels ;
- Non-respect d'une caractéristique technique majeure contenue dans le tableau ci-après:

Caractéristiques majeures	Valeurs
	Pick up
Cylindrée	• 2986 cc
Garde au sol	• 282 mm
Nombre de places assises	• 5 places
Nombre de portes :	• 04
Source d'énergie	• Gasoil
Empattement	• 3085 mm
Capacité du réservoir	• 80 litres
Puissance fiscale :	• 09 CV
Couple maxi :	• 197 Nm /2200 /tr-mn

14 2-Critères essentiels

L'évaluation de l'offre technique portera sur les critères énoncés dans le tableau ci-dessous:

N°	CRITERES ESSENTIELS	POSITIF (OUI)	NEGATIF (NON)
1	Référence du soumissionnaire : Avoir exécuté au moins une (01) livraison similaire au cours des trois (03) dernières années.		
2	Satisfaction d'au moins 80% des autres caractéristiques techniques :		

3	Disponibilité des pièces de rechanges et service après-vente (Disponibilité des ateliers de réparation, disponibilité d'un personnel permanent et qualifié)		
4	Délai de livraison		
5	Présentation générale du dossier		
6	Preuves d'acceptation des conditions du marché : Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et Descriptif des Fournitures remplis, paraphés daté et signés à la dernière page		

Pour qu'une offre soit retenue pour l'analyse financière, elle devra satisfaire tous les critères éliminatoires et au moins 80% des critères essentiels.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux

heures ouvrables au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction des Ressources Financières et du Patrimoine
/Service des Marchés, Téléphone : 2 22 22 16 24, 3e chalet).

Dénonciation

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25/ 699 37 07 48.

YAOUNDE le 09 Décembre 2020

Le MINISTRE
MBAIROBE Gabriel

[Télécharger le DAO](#)

**MINEDUB : APPEL A
MANIFESTATION D'INTERET N°
004/AMI/MINEDUB/SG/DRFM/UGSC-
C2DE/EPM/AA/2020 DU
09/12/2020 POUR LE
RECRUTEMENT DES CONSULTANTS
INDIVIDUELS CHARGES DE LA
MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE A**

LA FABRICATION, A LA FOURNITURE ET A L'INSTALLATION DES TABLES BANCS ET DES BUREAUX (CHAISES ET TABLES) DANS LES ECOLES PRIMAIRES DES ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRE AU MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE

1. Objet

Le Cameroun a signé en 2006, conjointement avec la France, le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) ayant pour but de mieux répartir et contrôler les fonds alloués à la réduction de la pauvreté et au développement. En décembre 2008, l'Agence Française de Développement (AFD) a octroyé un deuxième financement de 50 M' (32,8 milliards de FCFA) au titre du C2D-Education. La composante principale (44M' soit 28,8 milliards de FCFA) de ce deuxième concours consiste à améliorer l'offre de l'enseignement primaire public en construisant et en réhabilitant des salles de classe dans des zones d'éducation prioritaires et leur équipement.

Le Volet Constructions Scolaires mis en place vise à contribuer aux objectifs de la Stratégie Sectorielle concernant l'amélioration du taux de scolarisation, du ratio élève par maître ou par salle de classe et du taux d'achèvement du primaire, en ciblant spécialement les populations les plus pauvres et les filles.

Dans le contexte des activités de cette Composante principale, le Ministère de l'Éducation de Base a recruté des bureaux de surveillance et de contrôle des travaux de construction et des marchés d'équipement. Compte tenu de retards dans la mise en 'uvre, les contrats avec les BET sont échus alors qu'un certain nombre de marchés d'équipement restent à exécuter.

Le Ministre de l'Éducation de Base, Maître d'Ouvrage du Programme C2D-Education, lance le présent avis pour le recrutement des consultants individuels pour effectuer ces missions de suivi-contrôle des entreprises chargées de la fabrication, la fourniture et l'installation des tables bancs ainsi que des bureaux (chaises et tables) dans les écoles construites ou réhabilitées.

2. Consistance des prestations

Voir Tableau pièce jointe PDF

3. Participation et origine

PROFIL DU CONSULTANT

Les consultants intéressés par le présent Appel à Manifestation d'Intérêt doivent avoir le profil suivant :

- Etre Ingénieur de travaux ou équivalent (Bac + 3 au moins) dans les domaines concernés par les projets (Technique et fabrication bois, fabrication métallique, Génie Civil) ;
- Justifier d'au moins cinq (05) années d'expériences avec succès dans le domaine de la surveillance et du contrôle des marchés d'équipements ou de travaux ;
- Disposer d'au moins deux (02) références dans le domaine du contrôle des travaux et/ou, de la fourniture des équipements en bois, au cours des cinq (05) dernières années ;
- Avoir une expérience pratique minimale d'au moins trois (03) ans dans la technique d'animation ou de sensibilisation des populations à l'appropriation des

réalisations ;

- Avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention du projet est un atout ;
- Avoir une expérience confirmée d'implication dans la mise en oeuvre des projets financés par les bailleurs de fonds en général est également un atout.

MISSION DU CONSULTANT

La mission du Consultant retenu pour chaque Lot consistera à exécuter les tâches suivantes:

- l'approbation du projet d'exécution ;
- l'approbation de l'atelier de fabrication des équipements ;
- l'inspection des matériaux à utiliser ;
- le contrôle de la fabrication des pièces ;
- le contrôle de l'assemblage des pièces ;
- le suivi de la mise en 'uvre des mesures de sécurité dans les différents sites des travaux (ateliers d'usinage et d'assemblage des pièces, installation dans les salles de classe) ;
- le suivi de la mise en 'uvre du plan de gestion socio-environnemental ;
- le suivi du respect du planning d'exécution des prestations de l'entreprise ;
- L'assistance du Maître d'ouvrage à la réception des fournitures ;
- l'évaluation des conditions et de la qualité de la prestation.

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec les bénéficiaires, le technicien de la structure sectorielle concernée par le projet (Ingénieur du marché). Il établira un plan d'action clair pour l'accomplissement de sa mission.

4. Remise des offres

Les dossiers complets de candidature doivent parvenir sous pli

fermé, en six (6) exemplaires dont un (01) original et cinq (05) copies, à l'Unité de Gestion, Suivi et Coordination du Programme C2D-Education, située derrière la Délégation Générale à la Sécurité Nationale, à NLONGKAK, email : c2d_minedub@yahoo.fr, au plus tard le 05/01/2021 à 14 heures, heure locale. Ils doivent être transmis avec la mention :

« APPEL A MANIFESTATION D'INTERET N°

**004/AMI/MINEDUB/SG/DRFM/UGSC-C2DE/EPM/AA/2020 du 09/12/2020
POUR LE RECRUTEMENT DES CONSULTANTS INDIVIDUELS CHARGES DE LA
MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE A LA FABRICATION, LA FOURNITURE ET
L'INSTALLATION DES TABLES BANCS ET DES BUREAUX (CHAISES ET
TABLES) DANS LES ECOLES PRIMAIRES DES ZONES D'EDUCATION
PRIORITAIRE AU MINISTERE DE L'EDUCATION DE BASE».**

5. Critères d'évaluation

Les dossiers enregistrés seront évalués selon les critères éliminatoires et essentiels suivants :

10.1 Critères éliminatoires

- Fausses déclarations ou présence de documents falsifiés dans le dossier de manifestation ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative dans un délai de 48 heures après l'ouverture des plis ;
- Absence ou non-conformité de la Déclaration d'Intégrité, d'Eligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale ;
- Qualification du consultant inférieure au niveau Bac+3 ;
- Absence d'au moins une (01) référence dans le domaine du contrôle des travaux et/ou, de la fourniture des équipements en bois, au cours des cinq (05) dernières années ;
- Note technique inférieure à 70 pts/100.

10.2 Critères essentiels

Qualifications du consultant 18 points

Domaine de compétence du Consultant : Menuiserie bois, fabrication métallique ou Génie Civil (oui/non) 8 points

Diplôme de niveau BAC+3 au moins 10 points

Niveau égal à Bac+36 points

Niveau supérieur à Bac+310 points

Expérience dans la maîtrise d'oeuvre des travaux45 points

Nombre d'années d'expérience avec succès dans le domaine de la surveillance et du contrôle des marchés d'équipements ou de travaux15 points

Si inférieur à cinq (05) années justifiées 05 points

Si égal à cinq (05) années d'expériences justifiées 10 points

Si supérieur à cinq (05) années d'expériences justifiées 15 points

Nombre de références dans le domaine du contrôle des travaux de bâtiments, au cours des cinq (05) dernières années (3pts/référence) 15 points

Nombre de références dans le domaine du contrôle des travaux de fabrication de meubles en bois, au cours des cinq (05) dernières années (3 pts/référence) 15 points

Expérience dans la technique d'animation ou de sensibilisation des populations à l'appropriation des réalisations 20 points

Si inférieure à trois (03) années justifiées 01 points

Si égale à trois (03) années d'expériences justifiées 3 points

Si supérieure à trois (03) années d'expériences

justifiées 5 points

Nombre de références dans le domaine de l'animation ou de la sensibilisation des populations à l'appropriation des réalisations au cours des cinq (05) dernières années (3 pts/référence) 15 points

Autres compétences du consultant 5 points

Maîtrise des langues officielles (français, anglais) 1 point

Maîtrise des logiciels de traitement de texte et tableurs (Word, Excel) 4 points

Connaissance de la zone d'intervention du projet 12 points

Avoir réalisé avec succès des missions de maîtrise d'oeuvre dans la Région concernée par le projet (2 pts/référence) 10 points

Connaissance et pratique d'au moins une langue locale parlée dans la zone à contrôler 1 point

Lieu de résidence choisi par le consultant au cas où il serait attributaire du lot 1 point

N.B : – La note minimale requise pour être préqualifié est de 70/100.

– Les résultats de l'évaluation seront présentés à l'AFD pour avis de non-objection.

6. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à l'Unité de Gestion, Suivi et Coordination du Programme C2D-Education, située derrière la Délégation Générale à la Sécurité Nationale, à NLONGKAK, email : c2d_minedub@yahoo.fr.

YAOUNDE le 08 Décembre 2020

Le MINISTRE
ETOUNDI NGOA Laurent Serge